

Entreprises

Comment le poids des grands groupes a gonflé

Article paru dans FO Hebdo n°3029

Les effectifs industriels augmentent de 8%, soit une hausse de deux points de la part de l'industrie dans l'emploi, annonce l'INSEE, utilisant la nouvelle définition de l'entreprise.

Une étude réalisée par l'INSEE sur l'année 2009 et publiée fin mars révèle que quelque deux cents «grandes entreprises», dans les secteurs marchands non agricoles et non financiers, dépassent le seuil des 5.000 salariés, contre une centaine auparavant. Ainsi, notent les statisticiens, la part des salariés d'une grosse entreprise passe de 13% à 28% des salariés, tandis que celle des PME baisse de 39% à 28%. Même évolution pour la valeur ajoutée, la part des grands groupes grimpe de 14% à 33%, quand celle des PME recule de 31% à 22%. Le quotidien économique Les Échos y voit «un poids de l'industrie renforcé», tandis que Le Figaro parle d'effectifs industriels «regonflés». Quand on sait qu'entre mi-2008 et mi-2009, l'industrie hexagonale perdait près de 260.000 emplois, hémorragie accentuée par la crise économique, de tels résultats intriguent.

En fait, l'étude de l'INSEE introduit une nouvelle définition de l'entreprise, en s'appuyant sur un décret pris par le gouvernement dans le cadre de sa loi de 2008, dite de «modernisation de l'économie». Celui-ci modifie «les critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique». Un jeu d'écriture qui permet de réaffecter aux entreprises industrielles leurs filiales tertiaires.

«Auparavant, est-il écrit, l'entreprise était assimilée à l'unité légale, entreprise individuelle ou société, selon une approche juridique. Depuis le décret de 2008, l'entreprise est désormais définie à partir de critères économiques: ses contours peuvent dépasser ceux de l'unité légale et englober plusieurs unités, lorsque ces dernières sont liées entre elles au sein des groupes.»

217 entreprises = 31% des salariés

En clair, jusqu'à maintenant, une filiale destinée à la fabrication d'un bien et une autre à sa commercialisation, par exemple, étaient considérées comme deux entités distinctes, tandis qu'aujourd'hui, les filiales ne sont plus considérées comme des sociétés à part entière, mais rattachées au groupe auquel elles appartiennent. Ainsi, c'est mathématique, les effectifs augmentent de 8%, ce qui accroît de deux points la part de l'industrie dans l'emploi. Non seulement le poids de la valeur ajoutée a plus que doublé mais, par simple jeu d'écriture, la part de l'industrie dans les exportations remonte elle aussi, passant de 57% à 64%.

Toutefois, comme le souligne aussi l'INSEE, «le changement d'approche ne remet pas en cause les grandes tendances, comme la tertiarisation de l'économie». Les chiffres sont là pour le confirmer: si d'après les nouveaux critères 217 grandes entreprises emploient à elles seules 31% des salariés, il existe encore 2,56 millions de très petites entreprises (moins de dix salariés), soit 95% des entreprises mais qui n'emploient que 19% des salariés. Par ailleurs, environ 131.000 petites et moyennes entreprises (PME) et 4 600 entreprises de taille intermédiaire (ETI) font travailler respectivement 28% et 23% des salariés.

Activité syndicale du 29/04/2012



<http://fovinatier.free.fr/>